

## CANADA

# Débats de la Chambre des Communes

### COMPTE RENDU OFFICIEL

**Vendredi 19 février 1937**

La séance est ouverte à trois heures.

#### BILLS D'INTERET PRIVE

##### PREMIÈRE LECTURE DE BILLS DU SÉNAT

Bill n° 24 tendant à faire droit à Joseph Neilson Blacklock.—M. Golding (au nom de M. Plaxton).

Bill n° 25 tendant à faire droit à Francis Hector Walker.—M. Beaubier (au nom de M. Hyndman).

Bill n° 26 tendant à faire droit à William Edward Connor.—M. Leader (au nom de M. Jacobs).

Bill n° 27 tendant à faire droit à Annie Nemchek Cohen.—M. Johnston (Lake-Centre—au nom de M. Jacobs).

Bill n° 28 tendant à faire droit à James Gordon Ross.—M. Johnston (Lake-Centre—au nom de M. Jacobs).

Bill n° 29 tendant à faire droit à Florence Anna Iverson Salberg.—M. Johnston (Lake-Centre—au nom de M. Jacobs).

#### TRAVAUX DE LA CHAMBRE

##### DATE DU BUDGET—ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. CHARLES A. DUNNING (ministre des Finances): En réponse à des questions posées à diverses reprises par le chef de l'opposition (M. Bennett) et d'autres honorables députés, je suis aujourd'hui en mesure d'informer la Chambre que je m'attends à pouvoir présenter le budget jeudi prochain, le 25 février.

Le Gouvernement espère, il le souhaite du moins, que le nouvel accord commercial avec la Grande-Bretagne sera signé d'ici là, advenant quoi l'accord commercial fera partie du budget.

#### SUBSIDES—DEFENSE NATIONALE

##### SUITE DU DÉBAT SUR L'AMENDEMENT À LA MOTION DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre passe à la suite de la discussion, ajournée le jeudi 18 février, de la mo-

tion de l'honorable M. Dunning, invitant la Chambre à se former en comité des crédits et de l'amendement proposé par M. MacNeil.

M. J. H. BLACKMORE (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, je veux poursuivre mes remarques d'hier en disant que je suis pour la paix. Le mouvement du crédit social est un mouvement en vue de la paix. Plusieurs adeptes ardents du crédit social sont tellement imbus des doctrines pacifistes qu'ils pensent que l'appui que je donne à la défense est contraire aux idéals du crédit social. C'est surtout parce que je vois dans le crédit social le moyen de réorganiser le système économique des hommes de façon que la paix devienne une réalité permanente sur la terre, que j'ai épousé avec tant de ferveur la cause du crédit social. Nous aspirons sincèrement à un grand et glorieux idéal, mais nous ne devons pas oublier, en regardant vers l'avenir, que le présent a ses besoins urgents. L'un des besoins les plus urgents de l'heure présente est d'assurer à notre pays des moyens suffisants de défense. Je déplore les erreurs du passé qui nous ont conduits à la situation actuelle. Je ne pardonne pas au Gouvernement d'aujourd'hui l'erreur qu'il commet en négligeant de faire son devoir à propos des réformes économiques et sociales. D'un autre côté, en présence des exigences de l'heure, je pense que nous devons nous comporter sagement.

Avec toute l'ardeur dont mon être est capable, je supplie le Gouvernement d'aujourd'hui de se mettre à l'œuvre pour réformer le système actuel. On ne devrait pas laisser se continuer les honteuses souffrances, aussi inexcusables qu'affligeantes, que l'on constate dans tout le pays. Si, dans un an, je ne vois aucun signe de réforme et que le Gouvernement actuel ne manifeste aucune intention d'adopter des mesures plus modernes que la politique surannée et discréditée dans laquelle il paraît avoir jusqu'ici reposé sa confiance, alors, je dois le dire, il me sera extrêmement difficile sinon impossible de continuer à l'appuyer. Je crois qu'il est disposé à bien faire, mais qu'il essaie de faire bien en se servant de méthodes mauvaises.